

POLITIQUE

« Michel dans le sillon de Di Rupo »

Les verts tirent le bilan socio-économique du gouvernement Michel, 500 jours après sa mise en place. « Pas de quoi être euphoriques », disent-ils.

• **Caroline FIXELLES**

« Il y a une continuité entre ce que Di Rupo a initié et que Michel a approfondi. Ce sont deux gouvernements de fractures sociales et de fractures envoyées aux générations futures », a déclaré Jean-Marc Nollet, chef de groupe Écolo-Groen à la Chambre, qui présentait hier le bilan du gouvernement Michel, après 500 jours.

Du déficit public aux revenus, en passant par la pauvreté et l'empreinte écologique, Écolo-Groen a travaillé sur 25 indicateurs et comparé les résultats avec ceux du gouvernement Di Rupo et des autres pays européens. Un travail qui sera réitéré chaque année par le groupe des Verts.

« Ces derniers jours, le PS et la N-VA n'ont pas arrêté de se chamailler, cherchant un responsable entre Elio Di Rupo et Charles Michel. Nous voulons dépasser cette querelle, mettre le gouvernement face aux chiffres et interroger l'efficacité réelle de son action », a indiqué Jean-Marc Nollet, s'appuyant sur des données du Bureau du Plan, de la Banque nationale, etc.

Et le bilan tiré par les Verts n'est pas fameux. Les écologistes, qui siégeaient déjà dans l'opposition

au fédéral lors de la législature précédente, n'étaient pas tendres au moment de juger le gouvernement Di Rupo mais ils estiment que l'équipe Michel n'a fait qu'aggraver les choses. Notamment par rapport à la gestion des finances publiques, le pouvoir d'achat, la situation sociale et l'environnement. Écolo-Groen reconnaît par contre à l'actuelle coalition des avancées sur certains aspects : la confiance des entreprises, le taux d'emploi, même s'ils considèrent que la conjoncture a aidé. En revanche, le bilan comparé avec la moyenne européenne est jugé catastrophique par les Verts.

1. Déficit public Les écologistes avancent tout d'abord un écart dangereux entre les prévisions de la Commission européenne pour la Belgique et les engagements pris par le gouvernement en termes de déficit public. Ainsi, pour 2017, Écolo-Groen note un écart de 5,9 milliards €, soit 1,36 % du PIB. Or, « le MR et la N-VA avaient utilisé l'ampleur du déficit public pour faire campagne et critiquer le gouvernement Di Rupo », note Jean-Marc Nollet. Et de rappeler que la Banque nationale a évoqué un trou à combler de 8 milliards € en vue du retour à l'équilibre en 2018.

Autre point : les recettes générées par la lutte contre la fraude fiscale, que le tax shift du gouvernement Michel veut renforcer. En citant des chiffres de l'Inspection spéciale des impôts, les Verts constatent que les montants récotés en 2015 sont inférieurs de 456 millions € par rapport à la

moyenne des années 2012 à 2014.

2. Emplois Si Écolo-Groen souligne une amélioration en termes de taux d'emploi ou de chômage, il pointe cependant une croissance du PIB inférieure à la moyenne européenne (1,3 % en 2016 pour la Belgique contre 1,7 % pour l'UE).

3. Pauvreté « Après 500 jours, l'écart se creuse de plus en plus entre riches et pauvres », regrette Jean-Marc Nollet. Les Verts notent qu'en juillet 2015, le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS) a augmenté de 113 000 personnes (+ 13 %) par rapport à 2014. Écolo-Groen y voit la conséquence des exclusions du chômage entreprises par le gouvernement Di Rupo, aggravées par la coalition Michel.

4. Environnement Enfin, pour les Verts, l'environnement est le grand absent de la politique fédérale. « On continue d'investir dans les voitures de société. Or, elles coûtent 5 milliards par an, c'est près du double du budget annuel de la SNCB, s'indigne Jean-Marc Nollet. Le gouvernement n'a aucune ambition environnementale. »

À la veille du contrôle budgétaire, Écolo-Groen se saisit de ce bulletin pour inviter le gouvernement à « se ressaisir ». « La mayonnaise Michel ne prend pas. Un "reset" est nécessaire : il faut profiter du contrôle budgétaire, qui n'est pas seulement là pour combler des trous, afin de se réorienter, sortir du logiciel d'austérité et s'inscrire dans une logique d'investissements, notamment en mobilité. » ■